

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0650/07/09/22/HAAC - N°911 du Mardi le 18 Août 2026 Prix: 500 Fcfa

Site web: www.leconomistedutogo.tg

SGI
SOCIETE DE GESTION
ET D'INTERMEDIATION
DU TOGO

Tél:
(+228) 22 53 33 30
(+228) 22 53 33 40

Email:
sgitogo@sgitogo.tg

Adresse:
4691, Bld Gal GNASSINGBE Eyadéma
01 BP 2312 Lomé 01 (TOGO)

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...

• (Page 07)

États-Unis

Pourquoi une hausse des taux de la Fed en septembre s'éloigne

Seul un tiers des analystes s'attendent désormais à une hausse des taux directeurs de la Fed en septembre, contre 60 % la semaine ...

• (Page 08)

Fisc piraté

Le parquet de Paris ouvre une enquête

La section cyber du parquet de Paris a ouvert une enquête après le vol des données de près de 680 000 usagers de l'administration fiscale. Les investigations ont ...

• (Page 08)

Programme Women And Finance Togo

• (Page 03)

128 entrepreneures certifiées, 338 millions FCFA déjà décaissés



Foncier

• (Page 04)

L'OTR digitalise le dépôt des plans parcellaires

Epé-Ekpé 2026

La cérémonie de la prise de la pierre sacrée fixée au 3 septembre

À quelques semaines de la 363^e édition d'Epé-Ekpé, le nouvel an Guin, la Commune des Lacs 1 poursuit les rites ...

• (Page 02)

Afrique de l'Ouest

21ème Assises scientifiques et culturelles de la FESPAO à Lomé

La 21^e édition des Assises scientifiques et culturelles de la Fédération des Étudiants en Pharmacie de l'Afrique de l'Ouest (FESPAO) s'est ...

• (Page 04)

Espace CEDEAO

Plaidoyer pour des données fiables sur la situation en matière de drogues

Le chef de la division de la Prévention et du Contrôle des drogues de la Commission de la Communauté économique des Etats de l'Afrique ...

• (Page 06)

40ème édition de «Hogbéza»

L'événement placé sous le signe de la cohésion et du développement

Les populations des douze cantons de la préfecture de Yoto ont célébré, le samedi 15 août à Tabligbo, l'apothéose de la 40ème édition de leur fête traditionnelle et ...

• (Page 11)



CANALBOX

88 66

Coût de l'appel : 20FCFA

NOUVEAU !
INTERNET FIBRE RAPIDE & ILLIMITÉ
SOUSCRIVEZ EN LIGNE

SCANNEZ ICI
OU RENDEZ-VOUS SUR

CANALBOX-SOUSCRIPTION.CPAY.TG



Epé-Ekpé 2026

La cérémonie de la prise de la pierre sacrée fixée au 3 septembre

À quelques semaines de la 363^e édition d'Epé-Ekpé, le nouvel an Guin, la Commune des Lacs 1 poursuit les rites préparatoires. Jeudi 13 août à Aného, les adeptes de Mama Koley ont procédé à la publication de la date de la prise de la pierre sacrée, un rituel ancestral qui annonce le début de la nouvelle année chez les Guin.

• Wilson Lawson

Tradition ancestrale toujours vivante. La Commune des Lacs 1 se prépare à accueillir la 363^e édition d'Epé-Ekpé, fête traditionnelle marquant le nouvel an chez les Guin. En prélude aux festivités, les adeptes des 41 divinités de la cosmogonie Guin multiplient les cérémonies de purification, de réconciliation et de préparation matérielle et spirituelle des voies destinées aux divinités. C'est dans ce contexte que les adeptes de la divinité Mama Koley ont organisé, jeudi 13 août, dans leur sanctuaire situé à Dégbenou Kpékomé à Aného, la cérémonie de publication de la date de la prise de la pierre sacrée, appelée « Kpémama » en langue locale. La cérémonie s'est déroulée en présence du Sénateur-Maire de la Commune des Lacs 1, Me Alexis Coffi AQUE-REBURU, et du Préfet des Lacs, Daté BENISSAN-TÊTÊVI.

Le décompte des grains de maïs pour fixer la date

Le rituel de la « Kpémama » repose sur une pratique vieille de plus de trois siècles. À l'origine, en l'absence de calendrier, les ancêtres des Guin utilisaient cette méthode pour déterminer avec précision le jour du pèlerinage vers



la forêt sacrée de Glidji, où se déroulent les cérémonies de prise de la pierre sacrée marquant le début du nouvel an. Autrefois réalisé à l'aide de petits cailloux, le rituel s'effectue aujourd'hui avec des grains de maïs. Lors de la cérémonie, le dignitaire de la divinité Mama Koley, Edoh TCHAKLIZO, a procédé au décompte de 22 grains de maïs, correspondant aux 22 jours restant avant le rendez-vous de Glidji. À l'issue de ce décompte, des paquets de feuilles de maïs contenant chacun les 22 grains sont remis aux chefs de famille, aux leaders traditionnels ainsi qu'aux autorités locales.

Calendrier traditionnel transmis de génération en génération

Le mécanisme est simple, mais revêt une forte portée symbolique. Chaque jour, au lever du soleil, un grain est retiré du paquet. L'extraction du dernier grain

indique le jour de la prise de la pierre sacrée. Selon la tradition, cette date tombe fréquemment un jeudi. Pour l'édition 2026, les cérémonies de la prise de la pierre sacrée sont ainsi annoncées pour jeudi 3 septembre. Au-delà de son caractère rituel, cette pratique constitue un véritable système traditionnel de mesure du temps, transmis de génération en génération. Elle témoigne également de la capacité des ancêtres guins à organiser leur calendrier cérémoniel à partir d'un procédé symbolique et précis.

Préserver l'identité culturelle des Guin

Malgré les profondes transformations de la société contemporaine, le rituel demeure pleinement pratiqué. Pour les communautés guin, sa perpétuation répond à une volonté de préserver leur identité culturelle, de valoriser leur patrimoine et surtout de transmettre cet héritage aux jeunes générations. La cérémonie de publication de la date de la prise de la pierre sacrée apparaît ainsi comme un moment de transmission. Elle permet aux jeunes de mieux comprendre les pratiques ancestrales et le rôle des différentes divinités dans la cosmogonie Guin. À travers Epé-Ekpé, Aného et Glidji se positionnent ainsi comme des lieux majeurs de conservation et de transmission du patrimoine culturel guin, avec l'ambition de faire de cette richesse ancestrale un véritable atout pour le développement local.



AUX DÉCIDEURS ...

Pas une victoire définitive

Il y a des chiffres qui rassurent, et d'autres qui invitent à la vigilance. Le taux d'inflation au Togo, établi à 0,3% en juillet 2026, appartient incontestablement à la première catégorie. Après cinq mois consécutifs à 0,1%, cette légère remontée reste très loin du seuil communautaire de 3% retenu par l'UEMOA. Elle confirme, à première vue, la solidité du cadre macroéconomique et la capacité des pouvoirs publics à contenir les pressions inflationnistes. Mais derrière ce chiffre global, il y a une autre réalité : celle du panier de la ménagère.

La première leçon de cette évolution est claire : le Togo continue de maîtriser son inflation. Dans un environnement international marqué par les incertitudes, les tensions sur les marchés et la volatilité des prix, maintenir l'inflation à un niveau aussi bas constitue une performance qu'il convient de reconnaître.

Le respect du critère communautaire de 3% n'est pas qu'une exigence statistique. Il participe à la stabilité économique, protège la valeur de la monnaie et contribue à préserver le pouvoir d'achat des populations.

Les mesures engagées par les pouvoirs publics – soutien à la production agricole, stabilisation de certains prix, subvention des produits pétroliers, allègements fiscaux ou encore transferts au profit des ménages vulnérables – ont leur importance dans cette dynamique.

Mais une politique de maîtrise de l'inflation ne peut se satisfaire du seul résultat global. Elle doit aussi être jugée à l'aune de ce que les ménages ressentent au marché, dans les restaurants populaires, dans les transports et dans leur consommation quotidienne.

Quand l'igname augmente de 30%, les statistiques prennent un visage humain. Ces chiffres ne sont pas de simples variations statistiques. Ils ont des conséquences directes sur les habitudes alimentaires des ménages.

Lorsque le prix du plat de fufu avec sauce viande augmente de 8,5%, celui du fufu avec sauce poisson de 6,5% et celui du riz avec sauce poisson de 2,9%, l'inflation devient concrète. Elle se mesure non plus dans les tableaux de l'INSEED, mais dans les quelques centaines de francs supplémentaires qu'il faut trouver pour le déjeuner.

Il en va de même pour la course en taxi-moto, dont le prix a progressé de 5,7%, ou pour le charbon de bois, en hausse de 8,5%.

Une inflation moyenne de 0,3% peut parfaitement coexister avec des hausses importantes sur certains produits. Tout dépend de la structure de consommation des ménages. Pour les familles modestes, qui consacrent une part importante de leurs revenus à l'alimentation et aux dépenses essentielles, la hausse de quelques produits de base peut peser lourdement sur le budget.

C'est pourquoi la maîtrise de l'inflation doit aller de pair avec des politiques qui renforcent l'offre locale, la productivité agricole, le stockage, la transformation et la distribution. Produire davantage, mieux conserver les récoltes et fluidifier leur acheminement vers les marchés constituent des leviers essentiels pour réduire la volatilité des prix.

Le Togo peut légitimement se féliciter de maintenir son inflation très en dessous du seuil communautaire. Mais cette performance ne doit pas conduire à baisser la garde.

La prochaine bataille est celle de la transmission de la stabilité macroéconomique au portefeuille des ménages. Il faut continuer à surveiller les prix, anticiper les tensions sur les produits sensibles et renforcer les mécanismes permettant d'amortir les chocs qui affectent les populations les plus vulnérables.

Car, au fond, la meilleure mesure de la stabilité économique n'est pas seulement celle qui apparaît dans les statistiques. C'est celle que ressent le citoyen lorsqu'il fait ses achats, paie son transport et nourrit sa famille.

L'inflation à 0,3% est donc une bonne nouvelle. Mais elle doit être considérée moins comme un aboutissement que comme un acquis à consolider et à transformer en pouvoir d'achat réel. C'est à cette condition que la stabilité des prix prendra tout son sens économique et social.

M.T

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	52,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes.

• Source : tresor.economie.gouv.fr

Programme Women And Finance Togo

128 entrepreneures certifiées, 338 millions FCFA déjà décaissés

Cent vingt-huit (128) femmes entrepreneures togolaises issues de 5 cohortes ont reçu leur certificat de fin de formation, vendredi 14 août 2026 à Lomé, au terme de neuf mois de formation dans le cadre du programme Women and Finance (WAF). La cérémonie a réuni les bénéficiaires, les partenaires techniques et financiers, des représentants d'institutions publiques, des acteurs du secteur privé ainsi que des membres de l'écosystème entrepreneurial togolais.

• Hélène Martelot

Mis en œuvre par la Fondation SEPHIS, financé par le fonds de garantie Africa Guarantee Fund (AGF) et soutenu techniquement par Ecobank Togo, le programme WAF vise à renforcer les capacités des femmes dirigeantes de petites et moyennes entreprises (PME) à travers des formations en gestion, en leadership, en éducation financière et en préparation à l'investissement. Sur le terrain financier, les résultats sont déjà tangibles. Une vingtaine de PME dirigées par des femmes ont bénéficié à ce jour de 338 millions de FCFA de financement, sur une ligne de crédit totale d'un milliard de FCFA mobilisée par Ecobank Togo pour le programme au Togo. « En quelques mois, ce sont plus de 128 PME dirigées par des femmes que nous avons accompagnées. C'est déjà une vingtaine qui a reçu du financement, et oui, c'est réel. On parle de plus de 338 millions de



fora Kodjo, Présidente du Conseil d'Administration de la Fondation SEPHIS.

Ecobank Togo, partenaire technique clé de l'inclusion financière des femmes

Pour Ecobank Togo, ce

programme « Ellever » d'Ecobank Togo, conçu pour répondre au déficit d'accompagnement non financier dont souffrent souvent les femmes entrepreneures. « Nous avons remarqué qu'une des failles, ou un des besoins les plus importants des femmes entrepreneurs, c'est la formation, c'est l'accès au marché. La Fondation SEPHIS offre aux femmes un accompagnement leur donnant des outils de gestion, de leadership et de gouvernance, nécessaires pour gérer les ressources financières mises à leur disposition. Aujourd'hui, les ressources sont là. Ce qui manque, c'est la formation, c'est la crédibilité des femmes, la démonstration de leur capacité à pouvoir gérer leurs ressources. En tant que banque, Ecobank a besoin de ce minimum

de garantie avant d'accorder un financement — une barrière que le partenariat avec l'AGF et la Fondation SEPHIS contribue à lever », a expliqué Didier Nagbé, Head Marketing and Communication à Ecobank Togo. Aux côtés d'Ecobank Togo, Africa Guarantee Fund a assuré le volet garanti du programme, sécurisant les financements déjà décaissés aux entrepreneures et renforçant la confiance des institutions bancaires envers ces PME dirigées par des femmes.

Une formation qui transforme la gestion d'entreprise

Les modules dispensés portaient sur la gestion, le leadership, l'éducation financière et la préparation à l'investissement. Plusieurs bénéficiaires ont salué l'impact de cet accompa-

les encourager à faire mieux », a témoigné Akoli Mawusé, CEO de Maison Togonou et bénéficiaire du programme.

Au-delà de la remise des certificats, l'événement a été l'occasion de présenter les principaux résultats du programme et de partager les perspectives de renforcement des actions en faveur de l'autonomisation économique des femmes. Une mini-foire d'exposition a également permis aux diplômées de présenter leurs produits et services, de développer leur réseau professionnel et de créer de nouvelles opportunités d'affaires, dans une ambiance conviviale de danse et de chants. Engagée depuis 16 ans dans la promotion de l'inclusion financière, de l'entrepreneuriat et du développement économique en Afrique subsaharienne, la Fondation SEPHIS poursuit, à travers le programme WAF, son engagement à accompagner les femmes entrepreneures et à mobiliser les partenaires publics et privés autour d'une croissance économique inclusive et durable.



francs CFA qui ont été décaissés. Ces chiffres démontrent qu'associer assistance technique, garantie et financement permet de créer des entreprises locales compétitives », a déclaré Se-

partenariat s'inscrit dans une stratégie de groupe déployée dans l'ensemble des filiales où la banque est présente, et non dans une démarche limitée au seul marché togolais. WAF est adossé au



Foncier

L'OTR digitalise le dépôt des plans parcellaires

Au Togo, le dépôt des plans parcellaires s'effectuera désormais en ligne. L'Office Togolais des Recettes (OTR) a annoncé qu'à compter de ce lundi 17 août, les dossiers devront être transmis en version numérique au Guichet Foncier Unique, via son portail web.

Cette nouvelle procédure concerne les usagers de la Direction du Cadastre et de la Conservation Foncière (DCCF), en général, et les membres de l'Ordre des géomètres du Togo (OGT), en particulier. L'initiative s'inscrit dans la dynamique de modernisation et de

dématérialisation des services fonciers engagée par l'administration fiscale. Elle vise notamment à simplifier les démarches, réduire les délais de traitement et améliorer l'efficacité des services liés à la gestion foncière. Ces dernières années, au Togo, plusieurs réformes ont été engagées en matière de gouvernance foncière. De-

puis 2019, le pays s'est ainsi doté d'un guichet foncier unique, destiné à faciliter l'archivage et la résolution des litiges. En outre, un Numéro unique parcellaire a été introduit pour améliorer l'identification et le suivi des parcelles sur l'ensemble du territoire.



COMMUNIQUE DE L'OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

RELATIF AUX DEPOTS DES DOSSIERS
DE PLANS PARCELLAIRES EN LIGNE

N° 005/2026/OTR/CG/CI/DCCF

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) porte à la connaissance des usagers de la Direction du Cadastre et de la Conservation Foncière (DCCF) en général et de l'Ordre des Géomètres du Togo (OGT) en particulier, qu'à compter du 17 août 2026, les dossiers de plans parcellaires devront dorénavant être transmis en version numérique au Guichet Foncier Unique à travers le site internet de l'OTR (www.otr.tg).

Le Commissaire Général remercie tous les partenaires et compte sur la collaboration de tous pour la réussite de cette réforme.

Fait à Lomé, le 14 août 2026

Le Commissaire Général

Yawa Djiqbodi TSEGAN

41, Rue des impôts - 02 B.P. : 20823 Lomé - TOGO
Tél. : + 228 22 53 14 00
Email : otr@otr.tg

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Afrique de l'Ouest

21ème Assises scientifiques et culturelles de la FESPAO à Lomé

La 21^e édition des Assises scientifiques et culturelles de la Fédération des Étudiants en Pharmacie de l'Afrique de l'Ouest (FESPAO) s'est ouverte mercredi 12 août 2026 à Lomé. Étudiants, pharmaciens, médecins, chercheurs et entrepreneurs réfléchissent aux leviers d'une souveraineté sanitaire durable dans la sous-région.

● Vivien Atakpabem

La souveraineté sanitaire au cœur des échanges. L'Agora Senghor de Lomé accueille depuis mercredi 12 août les 21^{es} Assises scientifiques et culturelles de la FESPAO. Cette rencontre régionale rassemble les acteurs du monde pharmaceutique et scientifique autour d'une problématique devenue stratégique pour les pays ouest-africains : renforcer leur capacité à répondre eux-mêmes aux besoins de santé de leurs populations. Placée sous le thème « Approche intégrée pour une souveraineté sanitaire : accès universel aux soins, épidémiologie génomique, valorisation de la pharmacopée traditionnelle et renforcement de la production pharmaceutique locale », cette édition entend favoriser les réflexions et le partage d'expériences sur les défis actuels du secteur. Étudiants en pharmacie, pharmaciens, médecins, entrepreneurs et chercheurs sont ainsi appelés à croiser leurs connaissances et leurs expériences afin d'identifier des réponses adaptées aux réalités de la sous-région.

L'innovation et la recherche comme leviers

À l'ouverture des travaux, le ministre délégué chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Prof. Gado TCHANGBEDJI, a rappelé l'ampleur des défis sanitaires auxquels l'Afrique de



l'Ouest demeure confrontée. Pour le ministre, ces défis appellent des réponses fondées notamment sur l'innovation, la recherche scientifique et la valorisation des ressources et savoirs endogènes. Il a également insisté sur la nécessité de renforcer les capacités de production pharmaceutique locale afin de réduire les vulnérabilités liées à la dépendance extérieure. Le ministre a par ailleurs réaffirmé l'engagement du Gouvernement togolais en faveur de la recherche, de la coopération scientifique et du partage d'expériences. Il a souligné que, sous la haute impulsion du Président du Conseil, S.E.M. Faure Essozimna GNASSINGBE, l'excellence académique et la recherche constituent des leviers importants du développement du pays.

Adapter la formation aux mutations du secteur pharmaceutique

Intervenant à son tour, le ministre délégué chargé de la Santé et Doyen de la Faculté des Sciences de la Santé de l'Université de Lomé, Prof. Tchou Darre, a mis l'accent sur l'évolution du rôle du pharma-

cien. Selon lui, la formation pharmaceutique doit continuellement s'adapter aux transformations du secteur et aux nouveaux besoins des systèmes de santé. Le pharmacien ne saurait se limiter à la dispensation des médicaments : il est également appelé à jouer un rôle dans la recherche, l'industrie pharmaceutique et la valorisation de la pharmacopée traditionnelle.

Vers une meilleure autonomie pharmaceutique

À travers les différents axes retenus, les 21^{es} Assises de la FESPAO mettent en lumière plusieurs dimensions complémentaires de la souveraineté sanitaire : l'accès universel aux soins, l'utilisation des données issues de l'épidémiologie génomique, la reconnaissance des savoirs traditionnels et le développement de capacités locales de production pharmaceutique. Les travaux doivent permettre aux participants de partager leurs expériences, d'examiner les défis persistants et de formuler des propositions susceptibles de contribuer au renforcement des systèmes de santé ouest-africains.

Togo

Hommage à Kléber Dadjo, ancien président de la république

La nation togolaise a rendu, mercredi 12 août, un hommage national à feu Kléber Dadjo, ancien président de la République togolaise du 13 janvier au 13 avril 1967. C'était à la faveur d'une cérémonie solennelle organisée à Siou (préfecture de Doufelgou) et présidée par le président du Sénat, Barry Moussa Barqué, représentant le Président du Conseil.

L'initiative portée par le Haut-Commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (HCRRUN) s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la recommandation 46 de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR). Tour à tour, les

intervenants ont salué la mémoire du premier officier de l'armée togolaise, dont le parcours est marqué par le courage, la loyauté, le sens du devoir et l'engagement au service de la nation. Le temps fort de cette cérémonie a été l'inauguration d'un mausolée. Érigé à Borga, dans le canton de Siou, ce mausolée qui porte



son nom constitue désormais un lieu de mémoire consacré à l'ancien chef de l'État et une nouvelle composante du patrimoine historique de la préfecture de Doufelgou.

« Le Mausolée Kléber Dadjo que nous voyons n'est pas un simple monument mortuaire. Il est l'expression d'une vision, celle qui veut que les Togolais assument et affrontent avec courage leur passé dans tous ses aspects », a souligné la présidente du HCRRUN, Awa Nana-Daboya. Un livre intitulé « Le soldat Kléber

Dadjo, premier officier de l'armée et président de la République (1933-1967) » a également été dédié quelques jours plus tôt, en prélude à cet hommage national. L'ouvrage revient sur le parcours militaire et politique de l'homme. Pour rappel, depuis 2017, le HCRRUN conduit le processus de

réparation des préjudices liés aux violences et événements à caractère politique ayant marqué l'histoire du Togo. À travers cette démarche mémorielle, l'institution contribue à la réconciliation nationale, au renforcement de l'unité et à la consolidation du vivre-ensemble.

(Togo Officiel)



FORUM INTERNATIONAL DE L'INTERMÉDIATION,
DU NUMÉRIQUE ET DE L'INNOVATION (FONI)



THÈME

FINANCEMENT DES SECTEURS AGRICOLE, IMMOBILIER ET MINIER EN AFRIQUE



19 au 22 Oct. 2026



Conakry, Guinée



Master Class 1

« La Clinique du Droit »



Master Class 2

« Marketing, Digitalisation
et Distribution
des Produits & Services Financiers
à l'Ère de l'IA »



Master Class 3

« Financial Lab : Maîtriser l'Art du Financement »



Master Class 4

« L'Atelier de l'Entrepreneur »

BONUS

- Un annuaire du forum
- Des sessions de networking dédiées
- Une communication sur mesure



+224 627 55 63 98



inscriptions@foni.africa



+228 93 03 36 36



inscriptions sur www.foni.africa

Organisé par



Organisé par **AFRIK FINANCES** : Leader de l'Intermédiation en Afrique

Espace CEDEAO

Plaidoyer pour des données fiables sur la situation en matière de drogues

Le chef de la division de la Prévention et du Contrôle des drogues de la Commission de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Dr Daniel Amankwaah, a déploré l'évolution de la situation en matière de drogues dans la région ouest-africaine.

● Nicole Esso

S'exprimant lors de la clôture de l'atelier de renforcement des capacités du Réseau nigérian d'épidémiologie sur la consommation de drogues (NENDU), le jeudi 13 août 2026, à Lagos, au Nigeria, il a indiqué que seules des données fiables, actualisées et complètes permettront de répondre efficacement à cette situation. Pour lui, une politique efficace repose sur des données fiables. Pour ce faire, il a invité les points focaux du NENDU, qui jouent un rôle clé à cet égard, à mettre en pratique les leçons et les enseignements tirés de cet atelier sur la collecte, la validation et l'analyse des données. « Nous attendons de constater une amélioration manifeste de la qualité et de la ponctualité des données que le Nigeria transmet au WENDU. La CEDEAO reste déterminée à soutenir



le Nigeria et tous les États membres dans le renforcement de leurs systèmes de données sur les drogues. Il s'agit d'un processus progressif que nous poursuivrons jusqu'à ce que toutes les sources de données soient couvertes », a déclaré Dr Amankwaah. Concernant les mesures concrètes envisageables, il a plaidé pour la mise en œuvre des actions les plus aisément réalisables ; lesquelles portent sur les propositions ci-après qui seront soumises à l'examen de la CEDEAO. Il s'agit de la fourniture de matériel de collecte de données

pour soutenir les centres NENDU et l'appui à l'extension du réseau de ces centres, afin d'inclure au moins les seize (16) hôpitaux neuropsychiatriques, portant ainsi le nombre total de centres à vingt (20) au minimum. Parlant justement de collecte de données, la directrice de la division des Stupéfiants et de l'Abus de drogues du ministère fédéral de la Santé et de la Protection sociale du Nigeria, Mme Henrietta Bakura-Onyeneke, a noté que des données de qualité constituent le fondement d'une réponse nationale efficace

face à la consommation de drogues et aux méfaits qui y sont associés. « Quittons cet atelier avec une volonté renouvelée de produire de meilleures données et des éléments probants plus solides, afin de mener des actions plus efficaces pour la santé et le bien-être des Nigériens », a-t-elle conseillé. C'est aussi le leitmotiv de la directrice au département des Services hospitaliers dudit ministère, Dr Amina Z. Kazaure, qui a encouragé chacun des participants à recueillir des données per-

tinentes, vérifier leur qualité, établir des rapports précis et dans les délais, et utiliser ces informations pour étayer de meilleures décisions. Continuons à œuvrer ensemble : centres de traitement, ministère fédéral de la Santé, CEDEAO et autres parties prenantes. Je suis convaincue que cet atelier a renforcé nos connaissances et, plus important encore, notre engagement à améliorer les pratiques en matière d'usage de drogues au Nigeria, a-t-elle fait savoir. Elle a exprimé

sa gratitude à la Commission de la CEDEAO pour son partenariat et son soutien constants ainsi que pour l'organisation de cet atelier. Cet atelier de trois (3) jours a été initié au profit des points focaux du NENDU, de professionnels du ministère fédéral de la Santé et de la Protection sociale du Nigeria et des autres parties prenantes clés en charge de la collecte de données sur les drogues représentant toutes les zones géopolitiques de ce pays.

Système financier

Les BRICS cherchent à connecter leurs systèmes de paiement et leurs monnaies numériques

Le système financier mondial se fragmente, poussant les grandes économies émergentes à diversifier leurs canaux d'échange. Les BRICS cherchent ainsi à renforcer leur autonomie financière, en développant des mécanismes capables de soutenir davantage les transactions en monnaies nationales.

Les BRICS étudient la possibilité de connecter leurs systèmes de paiement rapides et leurs monnaies numériques de banque centrale (CBDC) afin de faciliter les règlements transfrontaliers. Encore au stade des discussions, cette piste figure parmi les sujets examinés alors que l'Inde doit accueillir le sommet des BRICS en 2026. L'objectif est de réduire le coût des transactions et de favoriser l'utilisation des monnaies nationales dans les échanges. Sanjay Malhotra (photo), gouverneur de la Reserve Bank of India (RBI), l'a confirmé le 11 août à Mumbai. Plusieurs options sont sur la table, notamment la connexion des systèmes de paiement rapides et celle des CBDC, a-t-il précisé. La RBI avait déjà recommandé en jan-



vier que l'interconnexion des monnaies numériques soit inscrite à l'agenda du sommet.

Relier les infrastructures, sans créer une monnaie commune

Le projet part d'un constat simple : effectuer un paiement transfrontalier est souvent plus coûteux et plus complexe qu'une transaction domestique. L'interconnexion de systèmes de paiement rapides pourrait faciliter certains règlements entre leurs utilisateurs, tandis que celle des CBDC permettrait

d'explorer des paiements entre monnaies numériques émises par différentes banques centrales. Cette approche s'inscrit dans les travaux engagés par les BRICS sur l'interopérabilité des paiements transfrontaliers et l'utilisation des monnaies locales. Elle rejoint également les efforts autour de BRICS Pay, destiné à faciliter les transactions entre membres en devises nationales. Pour l'Inde, l'enjeu est directement lié à l'internationalisation de la roupie. La RBI veut poursuivre ses efforts pour accroître son utilisation dans le commerce et les paiements transfrontaliers. La démarche donne ainsi une dimension opérationnelle à une coopération monétaire engagée depuis plusieurs années.

Avec Agence Ecofin

Côte d'Ivoire

NSIA Banque renforce son maillage territorial à Bondoukou

Après plusieurs mois d'exploitation d'une agence mobile, NSIA Banque Côte d'Ivoire renforce son implantation dans le nord-est du pays avec l'ouverture d'une agence permanente à Bondoukou, chef-lieu de la région du Gontougo. L'établissement entend ainsi rapprocher ses services bancaires des populations et capter davantage les besoins de financement d'une économie locale portée notamment par l'agriculture, le commerce et les PME.

La nouvelle agence, située au quartier TP, sur la route de l'Université, doit servir aussi bien les particuliers que les professionnels, commerçants, artisans, agriculteurs, PME, grandes entreprises, coopératives et institutions. Son offre couvre notamment les comptes et moyens de paiement, l'épargne et les placements, les financements, les assurances, les services digitaux, le cash management et les opérations de commerce international. Cette implantation permanente intervient après une phase de présence mobile qui a permis à la banque de tester le marché et de développer une relation avec les populations locales. Pour NSIA Banque, le passage à une agence physique doit désormais permettre de répondre à des besoins plus structurés, allant du financement des activités professionnelles à la gestion des flux des entreprises et coopératives. « Notre présence à Bondoukou n'est pas le fruit du hasard. Depuis plusieurs mois déjà, notre agence mobile nous a permis d'aller à la rencontre des habitants, de



mieux comprendre leurs besoins et de construire une relation de confiance », explique Léonce Yacé, directeur général de NSIA Banque Côte d'Ivoire. Pour le dirigeant, la nouvelle implantation doit offrir « un espace moderne, accessible et pensé pour accompagner chaque projet de vie et chaque initiative entrepreneuriale ».

Un marché régional porté par l'agriculture et les échanges

Le choix de Bondoukou s'inscrit dans une logique de maillage territorial. Située dans le nord-est ivoirien, la ville constitue un pôle administratif et économique du Gontougo où l'agriculture, l'agro-industrie, les ressources animales et le tourisme figurent parmi les secteurs porteurs de la région. Cette activité génère des besoins croissants en ban- carisation, financement, épargne et gestion des

flux. Pour les petits opérateurs économiques, NSIA Banque prévoit notamment des offres destinées aux artisans, planteurs et très petites entreprises, ainsi que des financements sous forme d'avances sur factures ou bons de commande, de crédit-bail, de crédits de campagne et de crédits planteurs. Les PME et entreprises pourront, de leur côté, accéder à des solutions de financement, de commerce international et de cash management. Avec cette ouverture, la banque poursuit l'extension d'un réseau qui compte plus de 80 agences en Côte d'Ivoire, auquel s'ajoutent un bureau de représentation à Paris et des canaux digitaux. NSIA Banque Côte d'Ivoire, filiale de NSIA Holding Financière, figure parmi les trois premières banques du marché ivoirien.

(NSIA BANQUE)



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

lundi 17 août 2026

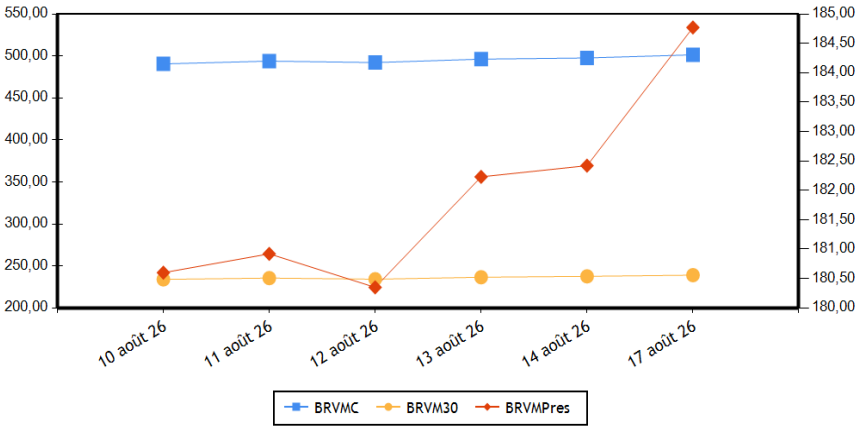
N° 154

BRVM COMPOSITE	501,30
Variation Jour	0,73 %
Variation annuelle	44,99 %

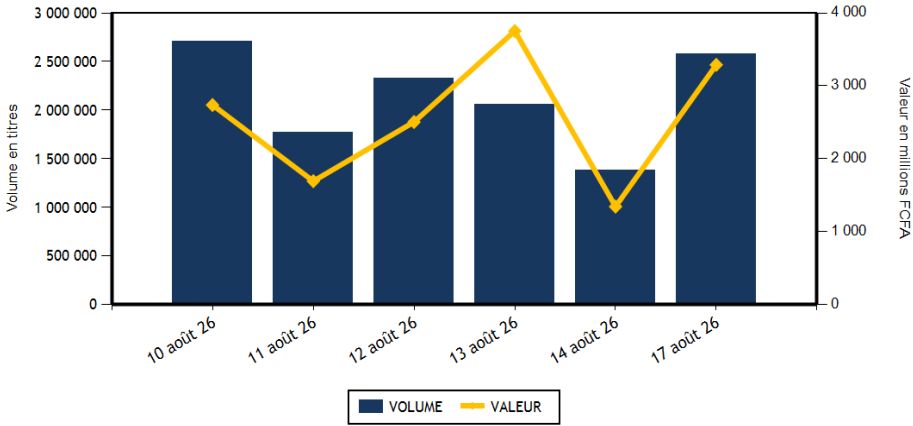
BRVM 30	239,06
Variation Jour	0,61 %
Variation annuelle	43,80 %

BRVM PRESTIGE	184,77
Variation Jour	1,29 %
Variation annuelle	28,09 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	19 330 891 205 115	0,73 %
Volume échangé (Actions & Droits)	2 559 840	85,08 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	3 142 850 877	135,34 %
Nombre de titres transigés	47	2,17 %
Nombre de titres en hausse	26	23,81 %
Nombre de titres en baisse	17	41,67 %
Nombre de titres inchangés	4	-69,23 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	12 893 577 210 898	-0,19 %
Volume échangé	14 910	1 658,25 %
Valeur transigée (FCFA)	145 715 392	1 661,59 %
Nombre de titres transigés	8	14,29 %
Nombre de titres en hausse		-100,00 %
Nombre de titres en baisse	1	
Nombre de titres inchangés	7	75,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
CIE CI (CIEC)	5 920	7,34 %	150,85 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	2 350	6,82 %	62,63 %
UNIWAX CI (UNXC)	2 105	5,25 %	50,36 %
SAPH CI (SPHC)	8 400	4,93 %	6,33 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	3 300	4,10 %	13,79 %

PLUS FORTES BAISSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	65	-4,41 %	182,61 %
SETAO CI (STAC)	2 545	-3,42 %	92,08 %
AFRICA GLOBAL LOGISTICS CI (SDSC)	2 700	-2,70 %	78,22 %
SITAB CI (STBC)	23 000	-2,11 %	16,28 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	3 590	-1,91 %	238,68 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	184,77	1,29 %	28,09 %	99 933	1 869 214 195	12,82
BRVM-PRINCIPAL (**)	35	376,83	0,10 %	73,14 %	2 459 907	1 273 636 682	20,81

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	47	200,78	0,73 %	50,80 %	2 559 840	3 142 850 877	16,61

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	119,05	1,47 %	25,45 %	38 805	941 456 420	11,94
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	202,07	0,33 %	16,79 %	26 778	64 885 610	40,48
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	240,77	-0,02 %	65,07 %	2 396 962	1 710 400 592	16,39
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	290,97	0,55 %	34,66 %	28 549	214 441 415	10,43
BRVM - INDUSTRIELS	6	217,68	-1,92 %	64,50 %	31 927	77 735 950	115,59
BRVM - ENERGIE	4	168,77	3,04 %	52,17 %	32 132	102 697 720	18,25
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	251,93	6,11 %	137,89 %	4 687	31 233 170	23,54

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	16,61
Taux de rendement moyen du marché	5,94
Taux de rentabilité moyen du marché	6,80
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	204
Volume moyen annuel par séance	1 925 833,00
Valeur moyenne annuelle par séance	2 753 968 490,05

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	39,77
Ratio moyen de satisfaction	67,35
Ratio moyen de tendance	169,33
Ratio moyen de couverture	59,06
Taux de rotation moyen du marché	0,23
Prime de risque du marché	0,27
Nombre de SGI participantes	37

États-Unis

Pourquoi une hausse des taux de la Fed en septembre s'éloigne

Seul un tiers des analystes s'attendent désormais à une hausse des taux directeurs de la Fed en septembre, contre 60 % la semaine dernière.

Les investisseurs peuvent souffler. La Réserve fédérale américaine ne montera probablement pas ses taux directeurs en septembre. C'est du moins ce que pensent les analystes. En à peine plus d'une semaine, la probabilité d'une hausse de taux d'un quart de point en septembre est passée d'environ 60 % à seulement un peu plus de 32 % désormais, selon l'outil de veille CME FedWatch. La Fed pourrait vouloir des taux plus bas, «dans l'espoir d'alléger le poids croissant des paiements d'intérêts sur une dette américaine en pleine explosion, au moment même où la crise de confiance à l'égard du gouvernement américain (...) exerce une pression» sur les coûts d'emprunt américains à long terme, explique Ipek Ozkardeska, analyste chez Swissquote.

Inflation et créations d'emplois en berne

L'institution a laissé planer le doute d'un durcissement de sa politique monétaire en cas de hausse de l'inflation – due à un prix du pétrole haut depuis l'attaque américaine sur l'Iran – et de marché de l'emploi dynamique. Finalement, il semblerait que l'inflation ne rebondisse pas, pour le moment. Les États-Unis ont publié jeudi une nouvelle donnée sur l'inflation, l'indice des prix à la production (PPI), qui est resté stable en juillet. «Le mar-



• Photo du nouveau président de la Fed Kevin Warsh. Reuters

ché anticipait une hausse de 0,2 %», rappelle dans une note John Plassard, responsable de la stratégie d'investissement chez Cité Gestion. Surtout, cette publication est venue compléter les chiffres publiés mercredi côté consommateurs (l'indice CPI), qui avaient montré un ralentissement de la hausse des prix le mois dernier. Pour Andreas Lipkow de CMC Markets, ces données «n'ont pas mis en évidence de dynamique inflationniste». Dans le même temps, ce vendredi le département du Commerce a annoncé que la consommation des ménages américains a reculé au mois de juillet. Les ventes au détail se sont élevées à 763,6 milliards de dollars dans le pays, en recul de 0,6 % par rapport au mois précédent. Ce, alors que les données publiées pour le mois de juin avaient déjà pointé vers un fort recul de la consommation américaine. Après la publication de toutes ces données, John Plassard estime que «l'inflation reste trop élevée, mais elle ne justifie pas, à ce stade, un nouveau tour de vis immédiat.»

Soulagement pour les marchés

Un sentiment partagé par le marché et qui fait les affaires de la Bourse. «Les marchés terminent la semaine avec les actions américaines proches de leurs plus hauts historiques, après que les données d'inflation ont réduit les craintes selon lesquelles la Réserve fédérale devrait à nouveau resserrer sa politique monétaire en septembre», commente Daniela Hathorn, analyste pour Capital.com. À l'ouverture de Wall Street, vers 15 h 30 en France, le S&P 500 affichait une légère hausse de 0,05 % à 7 803 points tandis que l'indice technologique Nasdaq grimpait de 0,15 % à 26 850 points. Des taux hauts nuisent aux résultats des valeurs endettées et détournent les investisseurs vers le marché obligataire dont les rendements sont en partie indexés sur les taux directeurs. La crainte d'un rebond durable des prix n'est cependant pas encore écartée. Jeudi, le secrétaire américain au Trésor Scott Bessent a menacé l'Iran d'un isolement économique «comme le monde n'en a jamais vu», nouveau signe d'un durcissement de Washington, qui promettait pourtant début août un accord imminent pour rouvrir le détroit d'Ormuz, stratégie pour le commerce mondial d'hydrocarbures.

(Avec agences)

Étude comparative

Changer de caisse maladie permet d'épargner beaucoup d'argent

Changer d'assureur permet d'importantes économies. Selon Comparis, un Genevois peut économiser jusqu'à 15'000 fr. en dix ans sans changer de franchise ou de modèle.

Alors que les primes maladie devraient encore augmenter l'an prochain, une analyse de Comparis montre à quel point le choix de son assureur peut peser sur le budget à long terme. Et contrairement à une idée répandue, il n'est pas nécessaire de changer de caisse chaque année pour réaliser des économies importantes. Aujourd'hui, les primes d'assurance maladie représentent environ 7% des dépenses des ménages suisses. Un adulte paie en moyenne 5764 francs par an pour son assurance de base. Et la facture devrait encore s'alourdir: une hausse d'au moins 4% est attendue l'année prochaine. Comparis a calculé ce qu'aurait économisé un assuré qui, il y a dix ans, aurait quitté l'offre la plus chère pour la moins chère avant d'y rester jusqu'à aujourd'hui. Le cas le plus spectaculaire se trouve à Bâle-Ville. En choisissant à la fois la caisse la moins chère, un modèle Telmed ou HMO et la franchise maximale, l'économie cumulée aurait atteint 38'436 francs. À Zurich, elle aurait été de 35'517 francs et à Lucerne de 25'935 francs. Ces montants impliquent toutefois de modifier plusieurs paramètres de son assurance et d'accepter notamment une franchise élevée. Mais changer uniquement d'assureur peut déjà rapporter



• Changer de caisse maladie peut alléger considérablement le budget des ménages suisses, selon une étude récente. 20min/Carole Alkabes

gros. À Genève, une personne ayant quitté KPT pour Assura en 2016, tout en conservant le modèle standard et une franchise de 300 francs, aurait économisé 15'041 francs en dix ans. À Zurich, le passage de Visana à Assura, toujours avec une franchise de 300 francs, aurait représenté une économie de 14'938 francs.

Pas besoin de changer tous les ans

L'expert insiste surtout sur un point: faire des économies ne signifie pas nécessairement partir chaque automne à la chasse à la caisse la moins chère. «Ce qui est décisif pour l'assurance de base, ce n'est pas de changer constamment, mais de prendre une bonne décision une fois.» Comparis recommande néanmoins de vérifier régulièrement les primes, même sans intention de changer

chaque année. Les prestations obligatoires de l'assurance de base étant définies par la loi, changer de caisse ne signifie pas renoncer à celles-ci. Reste à choisir avec prudence sa franchise et son modèle. Une franchise élevée est surtout intéressante pour les personnes ayant peu de dépenses de santé et capables d'assumer une facture importante en cas de problème. Les modèles HMO, Telmed ou médecin de famille permettent également de réduire les primes, mais imposent davantage de contraintes dans l'accès aux soins. L'analyse de Comparis repose sur les données de l'Office fédéral de la santé publique et ne retient, pour la comparaison sur dix ans, que les caisses et modèles disponibles sans interruption depuis 2016 et comptant au moins 100 assurés.

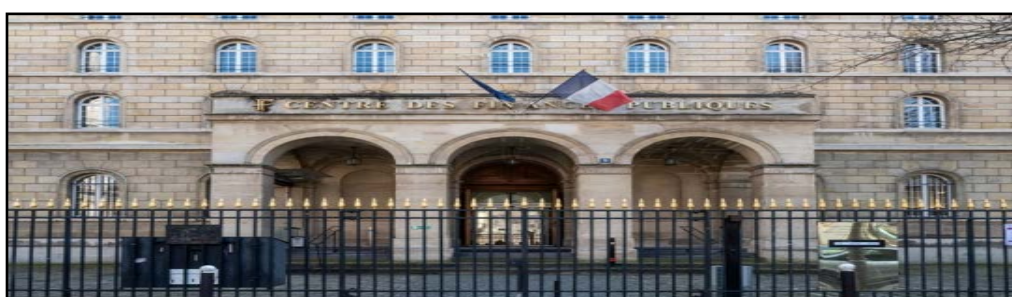
Avec lematin.ch

Fisc piraté

Le parquet de Paris ouvre une enquête

La section cyber du parquet de Paris a ouvert une enquête après le vol des données de près de 680 000 usagers de l'administration fiscale. Les investigations ont été confiées à l'Office anticybercriminalité, tandis que le fisc assure que les comptes en ligne des contribuables n'ont pas été compromis.

La section cyber du parquet de Paris a ouvert une enquête après la cyberattaque touchant près de 700.000 usagers de l'administration fiscale, a indiqué samedi le ministère public, sollicité par l'AFP. Les investigations, confiées à l'Office anticybercriminalité (Ofac), concernent notamment «l'extraction fraudu-



• Pour les particuliers, les données dérobées concernent notamment les noms et prénoms, le quotient familial, le revenu fiscal de référence et le taux de prélèvement à la source. Photographie - Riccardo Milani / Hans Lucas via - Riccardo Milani / Hans Lucas - Riccardo Milani

leuse de données contenues dans un système de traitement automatisé de données à caractère personnel mis en œuvre par l'Etat».

L'enquête englobe également, entre autres, la «participation à une association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un délit puni d'au moins cinq

ans d'emprisonnement».

Cette cyberattaque contre le système d'information du fisc, a permis d'extraire des données de contribuables et d'entreprises lors d'une opération «plus sophistiquée» que «par le passé», a déploré l'administration fiscale vendredi.

Avec latribune.fr



PLATEFORME DE MISE EN RELATION AVEC DES EXPERTS SÉNIORS

Valorisons l'excellence. Sécurisons la souveraineté de notre expertise.

THE WEST OFFICE est la plateforme régionale exclusive dédiée à la mobilisation de « l'Or Gris ». Nous réunissons l'élite des praticiens de haut niveau, cadres émérites et hauts fonctionnaires, prêts à mettre leur immense expérience au service de missions stratégiques de conseil, d'audit et d'accompagnement pour les secteurs régaliens et privés.

L'INCLUSIVITÉ

Offrir à nos hauts profils une seconde vie professionnelle active, valorisante et à la hauteur de leur prestige.

LA CONTINUITÉ

Éviter les ruptures de compétences critiques dans la conduite des grands projets stratégiques du continent.

LE TRANSFERT

Garantir que chaque intervention senior devienne le socle du mentorat de la jeune génération de cadres.

**Vous avez plus de 15 ans d'expérience ?
Votre savoir est une richesse.**

**Rejoignez notre réseau sélectif
Continuez à impacter l'économie régionale**

L'excellence de l'expérience

Rejoignez l'élite des experts sur www.thewestoffice.com

**INSCRIVEZ-VOUS
GRATUITEMENT**

HOROSCOPE finance

Bélier Vos finances ne seront pas mauvaises. Mais les astres vous inclineront à la dilapidation : vous serez tenté de jeter l'argent par la fenêtre sans trop vous soucier du lendemain. Vous résisterez mal à l'envie d'acheter des choses qui, plus tard, s'avéreront parfaitement inutiles ou du moins non indispensables. Pensez à refréner vos impulsions dépensières. Souvenez-vous que "la fortune a pour main droite l'habileté et pour main gauche l'économie" (proverbe italien).

Taureau Vos gains et vos revenus suivront une courbe ascendante. Si vous êtes salarié, vous pourriez obtenir une prime quelconque. Mais sachez que vous, et vous seul, qui ferez votre chance, en prenant de bonnes initiatives.

Gémeaux Cette journée étant placée sous le signe d'une chance insolente qui touchera le domaine financier de votre vie, il ne serait pas du tout étonnant que vous soyez l'un des gagnants du Loto, du Millionnaire, ou du Tiercé. Mais attention : si vous gagnez gros, vous aurez peut-être des difficultés à garder cet argent. Vous ne faites en effet pas partie des gens qui savent d'instinct gérer leurs finances. Prenez alors conseil.

Cancer Faites confiance à votre bonne étoile dans le domaine de l'argent : il pourrait y avoir des rentrées imprévues aujourd'hui. Mais n'allez pas dépenser vos deniers avant même de les avoir engrangés.

Lion Journée de toutes les arnaques, à en juger par les aspects tortueux de Pluton. On essaiera de vous vendre de la camelote. On cherchera à vous faire payer un prix exorbitant pour un petit dépannage à domicile. On vous refilera peut-être une fausse pièce de monnaie ...

Vierge Méfiez-vous des loteries publicitaires organisées par des entreprises de vente à distance. Elles font miroiter des gains fabuleux. Ce ne sont en fait, la plupart du temps, qu'une vaste escroquerie. Répondez aux sollicitations si vous voulez, mais sans bourse délier.

Balance Avec le Soleil illuminant votre secteur argent, vous aurez sans doute l'opportunité d'améliorer vos revenus. N'hésitez pas à demander une prime quelconque si vous estimez la mériter. Si vous avez du mal à équilibrer votre budget, demandez de l'aide à vos proches ; ils seront ravis de vous donner un coup de main. Autre solution : allez voir votre banquier ; il sera de bon conseil et vous aidera à mieux gérer votre budget.

Scorpion Avec cette configuration astrale, le pronostic est fort bon en ce qui concerne les placements et les obligations. Les natifs seront bien inspirés dans leurs transactions. L'on pourrait même ajouter qu'ils bénéficieront d'une chance au jeu bien plus grande qu'à l'habitude ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

Sagittaire Avec cette configuration de Mercure, certains natifs du signe éprouveront une folle envie de dépenser, de tout acheter, au risque de s'endetter gravement. Qu'ils se souviennent de ce sage conseil Caton le Censeur : "N'achetez pas ce qui est utile, mais ce qui est nécessaire".

Capricorne Ce n'est un secret pour personne : la gestion de votre situation financière n'est pas ce qui vous passionne le plus au monde, et vous êtes même un peu négligent dans ce domaine. Cette fois, pourtant, vous feriez bien de vous occuper de votre budget. Ou vous pourriez avoir de mauvaises surprises ! D'autant plus qu'il vous arrivera de subir des retards dans les rentrées d'argent escomptées.

Verseau Cet aspect de Pluton pourra provoquer des dépenses imprévues mais inévitables. Pire, cette configuration risque en plus de vous pousser à effectuer des achats totalement inutiles et ruineux, quitte à contracter des emprunts trop lourds pour vous offrir ce dont vous rêvez. Méfiez-vous, cela vous déséquilibrerait financièrement pour de longs mois !

Poisson Prestige, standing, voilà des mots qui résonneront bien à vos oreilles. Vous y attacherez beaucoup d'importance. Toutefois, veillez à ne pas juger les gens sur l'extérieur, ou vous pourriez avoir quelques désillusions.

L'économiste

Premier Quotidien Économique du Togo - REC N°0650/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Agoè Assiyé non loin de la Poste
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT
Nicole ESSO
Vivien ATAHPABEM
Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

**UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE**

La Commission

Département des Services Administratifs
et Financiers



**APPEL D'OFFRES OUVERT
N°024/2026/AO/COM/UEMOA**

Date de Publication de l'avis : Mardi 21 juillet 2026

1. Le présent appel d'offres ouvert a pour objet la sélection d'un prestataire pour l'exploitation d'une cantine au siège de la Commission et au complexe administratif de Ouaga 2000.
2. La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine invite, par le présent appel d'offres, les soumissionnaires admis à concourir à présenter leur offre sous pli fermé en vue de la sélection d'un prestataire pour l'exploitation d'une cantine au siège de la Commission et au complexe administratif de Ouaga 2000.
3. Les prestations sont regroupées en un seul lot
4. La participation à la concurrence est ouverte à toutes les sociétés spécialisées dans le domaine et ayant les capacités techniques requises.
5. Le délai d'exécution du marché est d'une (01) année, renouvelable au maximum deux (02) fois, après exécution satisfaisante des prestations.

Les soumissionnaires joindront à leur offre les pièces administratives suivantes :

- une quittance d'achat du dossier d'appel d'offres ;
- un document attestant que le soumissionnaire ne se trouve dans aucune des situations suivantes : faillite, suspension de paiement et établi conformément à la législation ou à la pratique nationale du pays de la société datant de moins de trois (03) mois ;
- une attestation originale ou certifiée conforme, justifiant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis du fisc jusqu'au dernier terme échu à la date de dépôt des offres ;
- une attestation originale ou certifiée conforme de la Sécurité Sociale prouvant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis de la législation du travail jusqu'au dernier trimestre échu à la date de dépôt des offres ;
- une attestation d'inscription au registre du commerce conformément à la législation ou à la pratique nationale du soumissionnaire.

6. Les soumissionnaires intéressés à concourir peuvent obtenir des informations supplémentaires auprès de la Commission de l'UEMOA à l'adresse ci-dessous:

**La Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO
01 B.P. 543 - OUAGADOUGOU 01 (Burkina Faso)
Département des Services Administratifs et Financiers**

Personnes à contacter :

- **M. Brice SIB**, Tél.: +226 25 31 86 40 poste 88 71, Email: bsib@uemoa.int
- **M. Bienvenu OUATTARA**, Tél.: +226 25318640 poste 88 22, Email : bouattara@uemoa.int

7. Les entreprises intéressées par le présent avis pourront acquérir le dossier d'appel d'offres à la **Direction des Acquisitions et de la Comptabilité des Matières De la Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, à Ouagadougou**, contre paiement en espèces d'une somme non remboursable de **vingt mille (20 000) Francs CFA**.
8. Les offres rédigées en langue française, devront parvenir à **Monsieur le Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), 380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, 01 B.P. 543 - OUAGADOUGOU 01, Burkina Faso, au plus tard le vendredi 21 août 2026 à 9 h 30, heure locale**, accompagnées d'une garantie de soumission d'un montant de deux cent mille (200 000) FCFA. L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que les offres parvenues après l'expiration de ce délai ne sont pas recevables ;
9. L'ouverture des offres aura lieu en séance publique, au siège de la Commission, à Ouagadougou, le même jour à partir de 10 H 00 mn, en présence des représentants des soumissionnaires porteurs de mandats ; ceux qui ne seront pas munis de mandats ne seront pas acceptés à la séance d'ouverture ;
10. La Commission de l'UEMOA se réserve le droit d'apporter toutes modifications au présent appel d'offres ou de ne donner aucune suite à tout ou partie dudit appel d'offres.

Pour le Commissaire chargé du Département
des Services Administratifs
et Financiers, et par délégation
Le Directeur de Cabinet,


Lassana FOFANA

Page 2 sur 2

380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO - 01 BP 543 Ouagadougou 01 Burkina Faso - Tél : (226) 25 31 88 73 à 76
Email : commission@uemoa.int - Site Internet : www.uemoa.int - facebook.com/UEMOAOfficielle - twitter.com/UEMOA_officiel -
[youtube.com/c/UEMOAOfficiel](https://www.youtube.com/c/UEMOAOfficiel)

Yoto / Célébration de la 40^e édition de «Hogbéza»

L'événement placé sous le signe de la cohésion et du développement

Les populations des douze cantons de la préfecture de Yoto ont célébré, le samedi 15 août à Tabligbo, l'apothéose de la 40^{ème} édition de leur fête traditionnelle et de retrouvailles, «Hogbéza», placée sous le signe de la cohésion et du développement.

Cette célébration, placée sous le thème, « Tradition et cohésion pour le développement de Yoto », constitue un important rendez-vous culturel et de rassemblement des communautés de la préfecture. Les festivités ont été marquées par plusieurs activités culturelles, traditionnelles et sportives. Elles ont débuté par l'animation et la prestation des groupes culturels, suivies de la procession d'entrée des chefs traditionnels, témoignant de l'importance accordée aux valeurs culturelles et aux autorités traditionnelles dans la préservation du patrimoine local. Les différents groupes folkloriques et culturels ont presté à travers des chants et danses mettant en valeur la richesse et la diversité culturelles des douze cantons. La célébration a été également marquée par des rythmes ancestraux, danses traditionnelles et des démonstrations mystiques. Elle a servi de cadre à la remise de plusieurs prix destinés à encourager l'excellence et le mérite. Les récompenses ont été décernées à l'équipe victorieuse du tournoi de football, ainsi qu'aux lauréats des compétitions d'athlétisme. La lauréate de l'édition



« Miss Hogbéza » est repartie avec une moto de marque Bosmot. Le ministre de l'Environnement, des ressources forestières, de la Protection côtière et du Changement climatique, Pr Kokoroko Komla Dodzi, représentant le Président du Conseil, a rappelé la portée historique de la fête Hogbéza. Selon lui, Hogbéza célèbre le départ des ancêtres depuis leur terre d'origine de Notsè et leur installation sur l'actuelle terre de Yoto. Le ministre Kokoroko a également salué les nombreuses activités organisées dans le cadre de cette édition, estimant qu'elles contribuent à valoriser le patrimoine artistique, gastronomique, spirituel et culturel de Yoto. Il a enfin souhaité que Hogbéza se consolide davantage comme un cadre de dialogue, de partage et de fraternité entre tous les fils et filles de Yoto, afin de renforcer la cohésion sociale et de favoriser le développement harmonieux de la préfec-

ture. Le secrétaire exécutif du comité d'organisation, Abel Kouami Adegnon, a indiqué que le choix du thème vise à interpeller tous les fils et filles de la préfecture sur la nécessité de nouer avec leur source et leur valeur culturelle. Cette démarche doit, selon lui, les conduire à se mettre ensemble et à unir leurs efforts en faveur du développement de Yoto. Il a lancé un appel à la solidarité, et à l'unité au cours des quarante prochaines années afin de conjuguer leurs forces et de contribuer à changer positivement l'image de Yoto. Les filles et fils de Yoto, vivant au pays et à l'étranger, ont réaffirmé leur attachement à leur tradition et à leurs valeurs culturelles. Ils se sont engagés à faire de Hogbéza un espace de retrouvailles, de fraternité, de cohésion et de renforcer les liens sociaux ainsi que de réfléchir aux perspectives de développement de leur préfecture.

Avec ATOP/SAK/SED/
KYA

Kozah

Le Col. Allaharé Rémbéna Komlan prend les rênes de l'EFOFAT

Le Col. Allaharé Rémbéna Komlan a officiellement pris les fonctions de commandant de l'Ecole de formation des forces armées togolaises (EFOFAT) le samedi 15 août à Pya. Il succède au Col. Agba Napo Djourre, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

L'instance solennelle, présidée par le Chef d'Etat-major des Forces armées togolaises (CEMG/FAT), Gal de brigade Allaharé Dimini a été marquée par la remise de l'étendard au nouveau commandant, précédée de la lecture de l'arrêté de nomination du 11 août et suivie d'un défilé militaire. « Officiers supérieurs, sous-officiers et militaires des rangs, par le Président du Conseil, chef suprême des armées, vous reconnaîtrez désormais comme votre chef, le Colonel Allaharé Rémbéna Komlan, ici présent et vous lui obéirez en tout ce qu'il vous ordonnera pour le bien du service, l'exécution des règlements militaires et d'observation des lois, ». C'est en ces termes que le CEMG/FAT a renvoyé le commandant école entrant à ses nouvelles fonctions. Le Col Allaharé s'est engagé à prendre la destinée de cette prestigieuse école, promettant de remplir sa mission dans la discipline et le strict respect des orientations de la hiérarchie militaire pour l'intérêt supérieur des pensionnaires et de la nation. « Dans le contexte sécuritaire actuel que traverse la plupart des pays de la sous-région y compris notre cher pays



le Togo, la formation des officiers doit être adaptée aux exigences de l'heure afin de répondre efficacement aux défis auxquels ils font face », a-t-il laissé entendre. Il a renouvelé sa gratitude au Président du Conseil et à sa hiérarchie pour la confiance placée en lui. Le commandant école entrant a félicité son prédécesseur pour la qualité du travail abattu et sollicité son éventuelle collaboration. Le commandant école sortant a exprimé sa reconnaissance aux autorités du pays pour la confiance, l'accompagnement, les orientations et le soutien dont il a bénéficié et qui ont permis à l'école de poursuivre sa mission dans les conditions favorables. Col. Agba Napo Djourre a rassuré son successeur de sa disponibilité pour la réussite de sa mission. Ce cérémonial s'est déroulé en présence des officiers supérieurs des FAT, des autorités locales au rang desquelles, le gouverneur de la région de la Kara, ainsi que des membres de familles

des deux colonels. Il a pris fin par un défilé militaire et la signature du procès-verbal. Officier supérieur des FAT dont le parcours riche et remarquable témoigne de son engagement constant à servir la nation, le colonel Allaharé Rémbéna Komlan est reconnu pour son expertise dans le domaine de formation et de commandement. Né le 09 septembre 1969 à Sokodé (région Centrale), il obtient son BAC II au collège militaire Eyadéma de Tchitchao et une Licence en Anglais à l'Université du Bénin, actuelle Université de Lomé. Sa carrière militaire d'officier est marquée successivement par des formations à l'école militaire interarmes du Cameroun et à l'école d'infanterie au Sénégal, un perfectionnement en anglais au Ghana, le cours d'Etat-major au Togo et l'admission à l'école de guerre de Kenya. Avant sa nomination il était Chef de la division formation à l'Etat-major.

Avec ATOP/TAL/JK/BV

Tournée d'information et de sensibilisation de l'ARCEP

Des consommateurs outillés sur leurs droits à la communication électronique

L'Autorité de régulation des communications électroniques et de postes (ARCEP) en collaboration avec Moov Africa Togo a sensibilisé les consommateurs et les leaders d'opinions des communes de Haho et du Moyen-Mono sur les droits des communications électroniques, le vendredi 14 août à Notsè.

Cette rencontre s'inscrit dans une tournée nationale de sensibilisation sur le thème : « L'ARCEP à l'écoute des consommateurs des services de communications électroniques et des Postes ». Elle a regroupé les opérateurs de téléphonie mobiles, les membres des associations des consommateurs, des partenaires et des personnes ressources. Les participants ont été édifiés sur leurs contributions à la régulation des services



de communications électroniques et des postes, l'évolution de la décision du 19 février 2026 relative à la protection des consommateurs. Ils ont été également instruits

sur les conditions de régulation des installations radioélectriques, les types de protection pour le consommateur et les techniques de lutte contre les arnaques dans les transactions de

mobiles money. Le chargé des services contentieux de l'ARCEP, Tabati Pèhessi Francis a expliqué que cette rencontre entend sensibiliser et former les consommateurs sur leurs droits et obligations et la réglementation de protection en vigueur. M. Tabati a fait savoir que cette sensibilisation est un cadre d'échanges qui permet aux participants d'exposer leurs difficultés dans l'exercice des droits de consommation des communications

électroniques. Il a invité l'assistance à relayer les acquis de la rencontre afin de maîtriser les procédures de réclamations et l'usage judicieux de la téléphonie mobile. Le président de la Ligue des consommateurs du Togo (LCT), Dr Sogadji Emmanuel a sollicité une franche collaboration des consommateurs dans la lutte pour la protection de leurs droits à travers les enquêtes d'évaluation de la qualité des services offerts par les opérateurs de la téléphonie mobile. Il

a invité aussi les points focaux des consommateurs à communiquer sur le rôle et les obligations dans la protection des droits des consommateurs. ARCEP est créée le 17 décembre 2012 par la loi du 17 décembre 2012 sur la communication électronique et modifiée par la loi du 19 février 2013 pour « traiter de toutes les questions touchant à la protection des intérêts des consommateurs ».

Avec ATOP/YM/SED/
KYA

IMPERIAL TONIC

*Nouveau
Tonic*

350*
FCFA

BOUTEILLE

30 CL



L'instant Impérial



BB LOMÉ S.A